

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 62 (1921), p. 273-278

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1921__62__273_0

© Société de statistique de Paris, 1921, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 11. — NOVEMBRE 1921

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 OCTOBRE 1921

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET ALLOCUTION PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT.

PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 JUIN 1921.

CORRESPONDANCE.

PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

COMMUNICATION DE M. OUALID : « LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL COMPARÉ (CONCENTRATION, INDUSTRIALISATION) DE LA FRANCE ET DE L'ALSACE-LORRAINE, DE 1870 A 1914. »

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET ALLOCUTION PAR M. FRANÇOIS SIMIAND, PRÉSIDENT

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de M. François SIMIAND, président, qui prend la parole en ces termes :

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

En nous réunissant après l'interruption des vacances, nous attacherons notre première pensée aux pertes que notre Société a faites depuis notre dernière réunion; pertes considérables et inattendues: celles, en juillet et août, de deux de nos anciens présidents, MM. Arthur CHERVIN et Alfred NEYMARCK; celle plus récente d'un de nos membres éminents, M. Albert SARTIAUX à qui ses occupations absorbantes n'ont, à notre grand regret, pas laissé prendre au travail de la Société toute la part que nous aurions désirée; je vous signale également le décès de deux de nos collègues, MM. Alfred CONTAT et Edgar PASSY que leur état de santé retenait éloignés de nos séances depuis longtemps.

Notre secrétaire général a déjà dit excellemment, dans l'avant-dernier numéro de notre Journal, tout ce que la Société devait au docteur CHERVIN, entré en 1874, président en 1904, auteur de nombreuses communications et articles qui s'échelonnent de 1875 jusqu'à 1916, sur les sujets variés où le portaient sa curiosité d'esprit, son information étendue, et ses diverses compétences. Au souvenir de ces travaux et de ses interventions fréquentes et tou-

jours appréciées dans nos discussions, se lie celui de son aménité enjouée et de l'excellence de ses relations avec tous ses collègues, dont beaucoup étaient ses amis. Et leurs regrets sont accrus par les circonstances de cette mort soudaine et prématurée, en pays étranger, en mission pour la France.

La nouvelle du décès de M. Alfred NEYMARCK ne nous a pas moins surpris, tant était alerte la vieillesse toujours laborieuse de celui qui, entré dans notre Société en 1883, président en 1894, a apporté à nos séances et à notre Journal, depuis son entrée jusqu'à cette année même (notre numéro d'octobre contient encore un article de lui) une des collaborations les plus suivies et les plus abondantes que nous puissions y trouver, et qui, en toutes circonstances et à tous égards, n'a cessé de donner à notre Société le concours de son activité et de son dévouement. Il nous a apporté d'abord des études d'histoire économique, puis, à diverses époques et occasions, des études économiques variées; mais, surtout, il a attaché son nom, depuis de longues années, à la statistique des valeurs mobilières et notamment des obligations de chemins de fer; et, à ce titre aussi il avait fait sa place à l'Institut international de statistique. Il savait présenter les chiffres avec intérêt, avec des expressions ingénieuses et frappantes dont plusieurs ont fait fortune. Je n'ai pas besoin de rappeler longuement sa courtoisie, son affabilité envers tous ses collègues et spécialement son accueil si aimable et cordial pour les hommes nouveaux, pour les jeunes. Nous nous associons aujourd'hui aux paroles par lesquelles notre secrétaire général, à la cérémonie funèbre, a su exprimer le deuil éprouvé par notre Société.

En votre nom à tous, je renouvelle ici à tous les membres de la famille de ces collègues trop tôt disparus, et particulièrement à ceux qui sont nos collègues, à M. Pierre NEYMARCK, à M. GAUMONT, à M. Félix SARTIAUX, l'expression de nos vives condoléances.

Les pertes d'hommes de valeur et d'expérience sont encore plus sensibles en une période où il se trouve tout à la fois que les problèmes et les tâches s'imposent plus graves et plus complexes que jamais encore, et que cependant les générations d'hommes jeunes, ou même dans la force de l'âge, le plus normalement appelées à y faire face se présentent plus que décimées par la guerre ou par ses suites.

Une société telle que la nôtre ne peut, dans son domaine, qu'y trouver une raison de plus de faire un appel pressant à une collaboration toujours plus grande et plus étroite de tous ses membres, et, notamment, des forces nouvelles que nous sommes heureux de voir venir à elle.

Au risque de ne pas paraître modeste pour la branche d'études qui lui donne son nom, osons, en effet, dire et répéter que nombre des difficultés actuelles auraient été bien moindres ou parfois même évitées, si les solutions avaient été préparées, si les prévisions avaient été établies, si les hypothèses — car, en la matière, il fallait bien en faire quelquefois, — avaient été fondées sur des données statistiques suffisantes, adéquates à l'objet traité, et dûment utilisées. Que souvent de telles données ne se soient pas offertes toutes prêtes à première velléité d'y recourir, cela n'est pas niable; mais ce n'est que constater, sous une autre forme, qu'en plus de tant d'autres préparations révélées insuffisantes, il n'avait pas été donné assez d'attention et assez de travail à ce qu'on pourrait appeler la préparation statistique et de la guerre et de la paix.

Il peut sembler paradoxal de se plaindre d'insuffisants recours à la statistique en une heure où, dans la plupart des discussions et des conflits, entre les pays, entre les groupes, entre les intérêts divers, il semble, à première vue, qu'une bonne part des efforts des parties consiste à — passez-moi l'expression — « se jeter à la tête » réciproquement des chiffres et encore des chiffres : montant des importations, des exportations, des impositions, des dettes, des émissions, des quantités monétaires, indices de prix, des salaires, du coût de la vie, que sais-je encore? Et ce ne sont pas seulement les spécialistes et les techni-

ciens, c'est le grand public, c'est la grande presse que nous voyons brasser, compulser, combiner tous ces éléments et sur ces bases ou prétendues bases, affirmer, trancher, conclure.

Mais, justement, craignons que cet excès d'honneurs et ce trop prompt crédit ne soient encore que le témoignage d'une insuffisante préparation à la statistique; craignons qu'après lui avoir trop peu demandé, on ne lui demande trop peut-être : soit, par exemple des réponses à des questions sur lesquelles la statistique peut fournir des éléments de la solution, mais non pas les solutions elles-mêmes, celles-ci dépendant encore d'éléments autres et d'un autre ordre; soit encore des certitudes ou des précisions sur des points où l'état des informations actuelles, et parfois même des informations possibles, donne seulement des probabilités ou des approximations.

Pour parer à ce danger, pour tourner à bien ce courant d'intérêt et de faveur, tâchons donc, encore plus que par le passé, d'aider de notre mieux au développement de la culture statistique dans les milieux si divers où l'on y a recours; et, pour cela, sans doute, tâchons aussi d'aider au renforcement et à l'extension des institutions de bonne formation et de bonne élaboration statistiques. La communication de ce soir m'est justement une occasion de signaler à la Société l'Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine, comme nous présentant le prototype d'une catégorie d'établissements statistiques à généraliser dans le reste de la France. Si, en effet, l'organisation centrale de la statist. ^{le} générale de la France (bien qu'appelant encore des améliorations sur lesquelles nous avons émis des vœux que nous ne manquons pas de suivre) présente déjà les qualités et les résultats que vous savez et appréciez, notre pays manque encore, — on peut le dire (malgré l'amorce très intéressante qu'ont constituée les commissions régionales du coût de la vie) — d'organes statistiques locaux ou régionaux différemment constitués.

En Alsace et Lorraine, l'occupation française à l'armistice a trouvé, fonctionnant pour l'ensemble des territoires recouverts, un service statistique qui, de simple petit bureau établi après la guerre de 1871, était devenu un office ayant un personnel assez nombreux et qualifié, surtout alsacien et dirigé par un statisticien de carrière formé à l'Office impérial de Statistique à Berlin. L'Administration française a reconnu l'intérêt de cette institution; plusieurs de nos collègues, notamment M. Fernand FAURE, M. Ch. RIST, à l'occasion de missions en Alsace, en ont préconisé le maintien; et surtout notre collègue M. BUNLE, statisticien de la Statistique générale, en a, dans une mission de plus d'une année, assuré la direction et la reconstitution sur des bases qui, sur la proposition que j'ai eu le plaisir de faire comme chef de groupe de services auquel était rattaché l'Office, ont été approuvées par M. le commissaire général.

Restait à réaliser une liaison qui, dès l'origine, nous était apparue très désirable, avec l'Université de Strasbourg, et spécialement avec ses enseignements économiques : on l'a assurée de la plus heureuse façon, en chargeant de la Direction de l'Office un professeur titulaire d'un de ces enseignements (c'est M. OUALID, auteur de la communication de ce soir). Et déjà, dans ce cadre français, l'Office a repris et poussé en 1919, 1920, 1921, le cours de ses travaux, de ses publications et de ses services. Sans entrer ici dans plus de détails, je crois pouvoir dire — et c'est pourquoi j'ai appelé votre attention sur cette organisation — que, si nous voulons pousser à la constitution « d'observatoires statistiques régionaux », si je puis dire, en liaison avec notre grand observatoire statistique national, nous pouvons recommander l'Office alsacien comme le premier exemple dont il faudra s'inspirer; et ce sera là un service de plus rendu à la France entière par l'Alsace retrouvée.

Messieurs, je m'excuse d'avoir pris et gardé la parole si longtemps alors qu'un sujet si intéressant est porté à notre ordre du jour. Je me hâte donc de dire seulement d'un mot : Au travail avec, je l'espère, des forces renouvelées et accrues.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 JUIN 1921

M. le Président met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 15 juin 1921, inséré dans le numéro de juillet-août-septembre. Ce procès-verbal est adopté sans observations.

CORRESPONDANCE

M. le Président signale, dans la correspondance qu'il a reçue, des lettres de M. Béninger, directeur des services du commerce au Gouvernement général d'Alsace et Lorraine, de M. Herrenschmidt, président de la Chambre de Commerce de Strasbourg et de M. de Lacroix, président de la Société Industrielle de Mulhouse et regrettant de ne pas pouvoir assister à la séance de ce soir.

PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président annonce qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membres titulaires :

M. COMBET DE MASQUARD, inspecteur général d'assurances, 5, rue des Éparges, à Dreux (Eure-et-Loir), présenté par MM. BALU et PORÉE.

M. ÉMIL HORN, 30, avenue de Villiers (XVII^e), présenté par MM. BERTILLON et BARRIOL.

M^{lle} KAPLAN, aide-statisticien à la Statistique générale de la France, 68, rue des Aubépines, à Bois-Colombes (Seine), présentée par MM. HUBER, DUGÉ DE BERNONVILLE et LENOIR.

M. Stanislas KOHN, professeur de statistique à l'École Polytechnique supérieure de Tiflis, 8, rue de Verneuil (VII^e), présenté par MM. SIMIAND et BARRIOL.

M. E. KRAUSS, membre de l'Institut des Actuaire français, actuaire adjoint de la Compagnie d'assurances générales sur la vie, villa Fontaine-Genêt, à Saint-Leu-la-Forêt (Seine-et-Oise), présenté par MM. BARRIOL et QUIQUET.

M^{lle} PINSON, aide-statisticien à la Statistique générale de la France, 97, quai d'Orsay (VII^e), présentée par MM. HUBER, DUGÉ DE BERNONVILLE et LENOIR.

M. Roger PICARD, agrégé des Facultés de Droit, 7, rue Louis-Boilly (XVI^e), présenté par MM. SIMIAND, OUALID et BARRIOL.

M. William WARREN, administrateur-directeur de « The Royal Bank of Canada (France), directeur à la Chambre de Commerce Britannique, 28, rue du Quatre-Septembre (II^e), présenté par MM. HATMAKER et Ch. MEYER.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un grand nombre d'ouvrages; il donne lecture de la liste insérée à la fin du Journal et signale particulièrement :

Les éléments d'assurances-incendie, vie et accidents, de notre collègue M. Joseph GIRARD.

Les grands établissements de crédit, avant, pendant et après la guerre, de M. Théry, fils de notre collègue Ed. THÉRY.

Le Journal de Mathématiques financières de notre collègue INSOLERA qui s'est voué à cette belle publication fort intéressante et dont malheureusement il n'existe pas d'analogue en France.

Les Finances, de M. F. FRANÇOIS-MARSAL, belle étude parue dans la *Revue de la Semaine Illustrée*.

Inflation et Déflation, de MM. YVES-GUYOT et Arthur RAFFALOVICH.

M. le Secrétaire général signale que le cinquante-cinquième Congrès des Sociétés savantes se tiendra à Marseille, en avril 1922, et il invite les collègues qui s'intéressent aux questions traitées dans ce congrès à demander tout renseignement et cartes à la Direction de l'enseignement supérieur (3^e bureau).

Il rappelle également que la bibliothèque a été transférée à la Faculté de Droit qui se préoccupe activement de l'organisation pratique, de telle sorte que les membres de la Société pourront bientôt consulter avec fruit et dans de bonnes conditions les trésors que la Société conservait sans en faire profiter personne; les conditions d'admission seront portées sous peu à la connaissance des membres de la Société qui recevront une carte d'entrée à la Bibliothèque.

COMMUNICATION DE M. WILLIAM OUALID: LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL COMPARÉ
(CONCENTRATION, INDUSTRIALISATION) DE LA FRANCE ET DE L'ALSACE-
LORRAINE DE 1870 À 1914

M. le Président donne la parole à M. William OUALID pour le développement de sa communication qui est insérée dans le présent Journal.

M. le Président remercie M. OUALID de sa très intéressante communication et exprime le souhait qu'il soit fait bon profit des résultats qui s'en dégagent.

Il rend compte à la Société qu'il avait invité à la séance plusieurs hautes personnalités alsaciennes-lorraines, qui se sont excusées de ne pouvoir se rendre à cette invitation.

Il ouvre ensuite la discussion.

M. Hubert BOURGIN demande à l'auteur de la communication de vouloir bien donner un éclaircissement sur le fond même de la question traitée. Il croit pouvoir conclure de cette communication qu'il y a un intérêt essentiel à dissiper certains préjugés qui pourraient se faire jour quant au rôle apparent de l'Allemagne sur le développement industriel de l'Alsace et de la Lorraine. On peut craindre, en effet, que la comparaison de la productivité de l'Alsace et de la Lorraine, avec celle de la France, d'une part, et avec celle de l'Allemagne, d'autre part, autorise des déductions regrettables et erronées au sujet de l'influence germanique sur le développement industriel de nos provinces recouvrées.

M. William OUALID répond que la productivité n'est pas à elle seule un indice suffisant de l'activité industrielle d'un pays. Ce qu'il faut mettre en évidence, c'est que l'Alsace et la Lorraine ont poursuivi leur évolution propre, essentiellement française dans ses propres origines.

M. BOURGIN estime que la communication très documentée de M. OUALID constitue une excellente thèse en réponse à la thèse de l'influence allemande.

M. Eugène d'EICHTHAL observe qu'il ne saurait être question de thèse à proprement parler. Trop de facteurs sont en cause pour qu'on ait la prétention d'en dégager avec précision la résultante. Il cite comme exemple l'influence qu'a pu avoir le système protectionniste français sur le développement de l'industrie de la région vosgienne. D'autre part, la comparaison de statistiques (par exemple, celles relatives au dénombrement de la population active), établies à différentes époques et dans des conditions parfois assez différentes ne laisse pas d'exposer à des erreurs.

M. RISSER signale qu'il est intéressant de comparer le développement de l'industrie textile en Alsace-Lorraine et en Saxe. Les méthodes de nos industriels alsaciens-lorrains n'ont pas seulement donné de très beaux résultats dans nos provinces recouvrées, mais elles ont été transplantées dans d'autres provinces de la France, après la guerre de 1870, à Rouen et à Elbeuf, en particulier, où l'industrie textile a atteint un haut degré de prospérité.

M. Gaston CADOUX dit que les statistiques du développement industriel de l'Alsace-Lorraine, comparées à celles du développement de l'industrie en Allemagne, démontrent que l'essor industriel constaté des deux côtés de la fron-

tière après 1871 est dû à l'esprit d'entreprise et aux qualités techniques des Alsaciens-Lorrains, mettant en œuvre les ressources économiques dues aux conditions locales particulièrement favorables.

C'est une démonstration qui tend à fortifier la conviction que si la liberté des échanges restait partout assurée, les mauvaises délimitations politiques n'auraient, sur les progrès économiques et sur le développement industriel, qu'une influence très peu appréciable.

On peut encore déduire de ces constatations qu'une part de la prospérité industrielle de l'Allemagne a été due aux Alsaciens-Lorrains. Par exemple, l'école de chimie de Mulhouse a contribué largement à l'essor des industries des colorants et des produits chimiques organiques, et l'industrie minière et métallurgique allemande a bénéficié des travaux et des découvertes d'ingénieurs alsaciens.

Quant à l'avenir industriel de cette partie de la France recouvrée, après la crise générale dont souffre en ce moment le monde entier, tout permet d'augurer qu'il sera des plus prospères.

M. RISSER dit qu'on trouverait une confirmation intéressante du caractère bien français de l'évolution industrielle en Alsace et en Lorraine, en faisant le recensement des propriétaires des grandes usines situées dans nos provinces recouvrées. On constaterait que ces propriétaires se rattachent à un noyau de familles installées sur leur sol bien avant la guerre de 1870, et dont d'ailleurs, on trouve des ramifications dans nos provinces vosgiennes.

M. OUALID insiste sur le fait qu'il n'a pas cherché à édifier une thèse; il a simplement essayé de tirer des statistiques qu'il a eues entre les mains cette conclusion d'ordre général, que, dans l'ensemble, les provinces recouvrées, sans perdre leur physionomie propre, ont conservé dans leur évolution industrielle la mesure harmonieuse qui caractérise l'économie française.

M. le Président remercie les collègues qui ont bien voulu prendre part à la discussion et lève la séance à 22^h 45.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
SIMIAND.
